

Unité départementale des Yvelines  
35 rue de Noailles  
Bâtiment B1  
78000 Versailles

Versailles, le 20/05/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/05/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **REVIVAL**

1430 AV DREYFOUS DUCAS  
ZONE PORTUAIRE  
78520 Limay

Code AIOT : 0006512345

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/05/2026 dans l'établissement REVIVAL implanté 1430 AV DREYFOUS DUCAS ZONE PORTUAIRE 78520 Limay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection s'est déroulée à la suite de l'incendie qui s'est déclaré sur le site de l'exploitant le 7 mai 2026 dans l'après-midi.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- REVIVAL
- 1430 AV DREYFOUS DUCAS ZONE PORTUAIRE 78520 Limay
- Code AIOT : 0006512345
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société REVIVAL exploite des installations des installations de transit, regroupement ou tri de métaux et de déchets dangereux. Elle exerce également des activités de traitement de déchets non dangereux notamment par l'intermédiaire d'un broyeur à métaux et de véhicules hors d'usage dépollués.

**Contexte de l'inspection :**

- Accident

**Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Stockage des batteries	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 12	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration et rapport	Code de l'environnement du 11/08/2025, article R512-69	Sans objet
2	Gestion des eaux	Arrêté Préfectoral du 25/10/2023, article 7.6.8	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le départ de feu a eu lieu le 7 mai 2026 dans un îlot de platin, détecté par le personnel à 14h15 grâce au dégagement de fumées engendrées par le départ de feu (la température de celles-ci n'était pas assez élevée pour entraîner une détection par les caméras thermiques). L'alerte au SDIS a été effectuée à 14h19 (de même que l'actionnement des vannes visant à confiner les eaux d'extinction), et la mise en œuvre des moyens internes de lutte contre l'incendie (4 canons à eau + 1 RIA) est intervenue rapidement, complétés par ceux du SDIS (5 canons, dont 1 sur grande échelle).

L'exploitant a également isolé au maximum les déchets atteints par l'incendie, en écartant à la grue et à la pelle mécanique les autres déchets. L'incendie a pris fin aux alentours de 19h00 le même jour. L'exploitant indique que 30 à 50 tonnes de déchets ont effectivement été impactées par l'incendie; celles-ci suivront le process normal de traitement des déchets. Des prélèvements d'air et d'eau ont été réalisés par les équipes du SDIS :

- D'après l'exploitant, l'analyse des fumées a donné des résultats "comparables à ceux obtenus lors d'une journée de forte pollution atmosphérique" ;
- A propos des analyses d'eau, les résultats de l'analyse du SDIS sont en théorie disponibles depuis vendredi 15 mai. L'équipe d'inspection n'a pas eu accès à ces résultats.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Déclaration et rapport

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 11/08/2025, article R512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incident ou Accident
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées. La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations mentionnées à l'article R. 517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité.
<b>Constats :</b>  L'équipe d'inspection rappelle à l'exploitation l'obligation, depuis le 1er janvier 2026, de procéder à la déclaration des incidents et accidents survenus sur un ICPE en ligne, via la téléprocédure accessible sur le site internet <a href="http://entreprendre.service-public.gouv.fr">entreprendre.service-public.gouv.fr</a> . L'exploitant déclare ne pas encore avoir procédé, lors de la visite d'inspection (11 mai), à la déclaration de l'incident. L'équipe d'inspection constate que l'accident a été déclaré en ligne le 19 mai 2026, l'exploitant précisant que grâce à l'action des secours et du personnel resté en appui du SDIS, le feu a été contenu et ne s'est pas propagé au reste du tas de déchets.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection les résultats des analyses des eaux d'extinction qu'il a réalisées, ainsi que les résultats des analyses d'eau et d'air réalisées par le SDIS s'il en dispose.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Gestion des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/10/2023, article 7.6.8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Bassin de confinement
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les réseaux de collecte des eaux de ruissellement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un ou plusieurs bassins de confinement étanches aux produits collectés et d'une capacité minimum de 1200 m<sup>3</sup>.</p> <p>[...]</p> <p>Le rejet dans le milieu naturel des effluents collectés n'est admis qu'après vérification du respect des valeurs limites de rejet fixées dans le présent arrêté. A défaut, ils devront être éliminés dans des filières appropriées.</p> <p>Les bassins de confinement des eaux de ruissellement sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service (vannes) doivent être signalés et pouvoir être actionnés en toute circonstance.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant déclare que les vannes permettant de collecter les eaux d'extinctions incendie ont été actionnées 4 minutes après la détection du départ de feu, permettant de diriger et de récupérer ces eaux dans le bassin de confinement prévu à cet effet.</p> <p>L'équipe d'inspection constate que le bassin de confinement contient un grand volume d'eau. L'exploitant déclare que le SDIS a estimé ce volume d'eau à 1500 m<sup>3</sup> environ.</p> <p>L'exploitant présente à l'équipe d'inspection le bon de commande n°0171053968 passé le 11 mai 2026 auprès de la société CERECO, relatif à la réalisation d'analyses sur les eaux d'extinction confinées. L'exploitant confirme à l'équipe d'inspection que les eaux d'extinction seront rejetées dans le milieu naturel si et seulement si les résultats des analyses sont conformes aux valeurs limites d'émissions définies par l'arrêté préfectoral. Dans le cas contraire, l'exploitant prévoit de traiter ces eaux d'extinction en tant que déchet.</p> <p>L'équipe d'inspection constate que l'exploitant dispose, de 2000 m<sup>3</sup> de stockage supplémentaires disponibles environ, grâce aux deux autres bassins de gestion des eaux (bassin d'orage et bassin de décantation). L'exploitant précise que le bassin de confinement reste en temps normal à un niveau permettant sa pleine utilisation.</p> <p>L'équipe d'inspection identifie facilement les vannes permettant de pouvoir confiner les eaux d'extinction grâce à l'affichage présent au niveau des bassins. Celles-ci sont accessibles. L'exploitant précise que des tests de situation d'urgence sont réalisés sur l'installation, permettant de tester le fonctionnement de ces vannes régulièrement. L'exploitant fournit, par courriel du 19 mai 2026, les deux derniers tests de situation d'urgence ayant permis de tester les vannes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• le test du 15 décembre 2025, simulant un déversement accidentel de GNR au sol ;</li><li>• le test du 23 février 2026, simulant un déversement d'huile moteur au sol.</li></ul> <p>Lors des deux tests, l'exploitant relate que les vannes de confinement ont été fermées sans rencontrer de problème particulier.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Stockage des batteries

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion du risque et de pollution
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- lors de la visite d'inspection du 26/02/2026</li><li>- type de suites qui avaient été actées : avec suites</li><li>- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2712, 2718 ou 2790 sont soumises aux dispositions suivantes .</p> <p>Les batteries sont entreposées dans des conteneurs ou locaux spécifiques, fermés, « conçus de manière à empêcher l'entrée d'eau », et munis de rétention. Pour les batteries contenant du lithium, ces conteneurs ou locaux présentent une résistance au feu au moins R60.</p> <p>Les batteries sont collectées à une fréquence proportionnée au regard du volume et du caractère dangereux des batteries. Dans tous les cas, le stockage des batteries sur le site n'excède pas six mois.[...]</p> <p><i>Non conformité issue de la précédente inspection :</i></p> <p><b>Non-conformité n°20260226 - NC - 2</b></p> <p>Au regard des constats établis, l'équipe d'inspection demande à l'exploitant, dans un délai d'un mois :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• de faire procéder à la collecte de l'ensemble des déchets de batteries (lithium et plomb) entreposés sur le site, et de transmettre à l'inspection tout justificatif attestant de la réalisation effective de cette opération ;</li><li>• de mettre en place des dispositions garantissant que le stockage des déchets de batteries soit conforme aux exigences de l'article 12 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 modifié.</li></ul>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant explique avoir procédé à l'enlèvement d'une partie des batteries stockées sur le site, et présente à ce titre le bordereau de suivi de déchets correspondant à l'enlèvement des batteries. Il s'agit du bordereau n°BSD-20260305-9RPPE59JC, signé par le collecteur et installation de destination ENVIE 2E ENVIRONNEMENT ET EMPLOI IDF le 06 mars 2026.</p> <p>Lors de cet enlèvement, 539 kg de batteries (code déchets 20 01 35*) ont été collectés.</p> <p>L'exploitant précise avoir sollicité l'éco-organisme ECOSYSTEM concernant les caractéristiques des conteneurs mis à la disposition de l'exploitant, sans que le type de conteneur ait été modifié pour l'instant.</p> <p>Bien que l'exploitant ait procédé à la collecte d'une partie des batteries, la <b>non-conformité n°20260226-NC-2</b> est maintenue :</p> <p>L'équipe d'inspection demande à l'exploitant, dans un délai d'un mois :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• de faire procéder à la collecte de l'ensemble des déchets de batteries (lithium et plomb) entreposé sur le site, et de transmettre à l'inspection tout justificatif attestant de la réalisation effective de cette opération ;</li><li>• de mettre en place des dispositions garantissant que le stockage des déchets de batteries soit conforme aux exigences de l'article 12 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 modifié.</li></ul>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois